

BFA-258-R-79118

**DECRET N°2008--240/PRES/PM/MJE/MEF du 08 mai 2008 portant adoption  
des statuts particuliers du Fonds d'appui au secteur informel (FASI).JO N°21  
DU 22 MAI 2008**

**LE PRESIDENT DU FASO,  
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES**

**VU** la Constitution ;

**VU** le décret n°2007 - 349 /PRES du 04 juin 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

**VU** le décret n°2007 - 381 /PRES/PM du 10 juin 2007 portant composition du Gouvernement ;

**VU** le décret n°2007-424/PRES/PM/SGG-CM du 13 juillet 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

**VU** la loi n°004-2005/AN du 24 mars 2005 portant définition et réglementation des fonds nationaux de financement ;

**VU** le décret n° 98-053/PRES/METSS du 24 février 1998 portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Fonds d'appui au secteur informel (FASI) ;

**VU** le décret n°2005-557/PRES/PM/MFB portant statut général des Fonds nationaux de financement ;

**VU** le décret n° **2008-239**/PRES/MEF/MJE du 08 2008 portant érection du Fonds d'appui au secteur informel (FASI) en Fonds national de financement ;

**Sur** rapport du Ministre de la jeunesse et de l'emploi ;

Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 7 novembre 2007 ;

## **D E C R E T E**

**Article 1** : Le Fonds d'appui au secteur informel (FA SI), créé par décret N°98- 053/PRES/METSS du 24 février1998, est érigé en fonds national de financement.

**Article 2** : Le Ministre de la jeunesse et de l'emploi et le Ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 8 mai 2008

-

**Blaise COMPAORE**

Le Premier Ministre

**Tertius ZONGO**

Le Ministre de l'économie et des finances

**Jean-Baptiste Marie .Pascal COMPAORE**

Le Ministre de la jeunesse et de l'emploi

**Justin KOUTABA**

## STATUTS PARTICULIERS DU FONDS D'APPUI AU SECTEUR INFORMEL (FASI)

### CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

**Article 1 :** L'organisation et le fonctionnement du Fonds d'Appui au Secteur Informel en abrégé FASI, créé par décret N°98-053/PRES/METSS du 24 février 1998, sont régis par le présent statut et les dispositions légales et réglementaires en vigueur au Burkina Faso, notamment la loi N°004-2005/AN du 24 mars 2005 portant définition et réglementation des fonds nationaux de financement et le décret N°2005-557/PRES/PM/MFB du 27 octobre 2005 portant statut général des fonds nationaux de financement.

**Article 2 :** Le FASI est un fonds national de financement jouissant de la personnalité morale et juridique et des prérogatives de droit public. Il est doté d'un patrimoine et de moyens de gestion propres. Il concourt à la promotion de l'emploi au Burkina Faso par l'octroi de prêts directs et de garanties aux promoteurs de micro-projets.

**Article 3 :** Le FASI est placé sous la tutelle technique du Ministre chargé de l'Emploi et sous la tutelle financière du Ministre de l'Economie et des Finances.

**Article 4 :** Le Ministre de tutelle technique est chargé essentiellement de veiller à ce que l'action du fonds s'insère dans le cadre des objectifs fixés par le Gouvernement et particulièrement ceux de la politique sectorielle du département.

Le Ministre de tutelle financière est chargé essentiellement de veiller à ce que l'activité du Fonds s'insère dans le cadre de la politique financière du Gouvernement et que la gestion soit la plus saine

et la plus efficiente possible.

**Article 5 :** Les conditions et les limites des concours du Fonds sont fixées par arrêté du Ministre chargé des Finances sur proposition du Ministre chargé de l'Emploi.

## CHAPITRE II : ATTRIBUTIONS

**Article 6 :** Le Fonds d'Appui au Secteur Informel (FASI) a pour missions de contribuer à la promotion de l'emploi et à la lutte contre la pauvreté. A ce titre, il est notamment chargé de :

- promouvoir la création d'emplois et consolider ceux existants à travers le financement de micro-projets sous forme de prêts remboursables ;
- accorder les concours nécessaires à la mise en œuvre des micro-projets sélectionnés ;
- assurer la formation, le suivi et l'encadrement des promoteurs ayant bénéficié des concours du FASI ;
- assurer le recouvrement des fonds alloués aux promoteurs ;
- rechercher les financements et en assurer la gestion.

**Article 7 :** Le FASI peut en outre :

- appuyer, en cas de besoin, les dossiers de prêts des promoteurs auprès des institutions financières de la place à travers un Fonds de garantie ;
- entreprendre dans la mesure du possible toute initiative susceptible de promouvoir les activités des promoteurs qui auront reçu l'appui du Fonds ;

- examiner et mettre en œuvre, toutes mesures d'accompagnement jugées utiles aux concours qu'il apporte aux promoteurs ;
- apporter son appui sous forme de subvention aux initiatives publiques et privées entrant dans le cadre de la promotion de l'emploi.

### CHAPITRE III : RESSOURCES

**Article 8 :** Les ressources du Fonds d'Appui au Secteur Informel (FASI) sont constituées par :

- la dotation initiale de l'Etat ;
- les allocations budgétaires annuelles de l'Etat ;
- les produits générés par son activité ;
- toutes contributions financières nationales ou extérieures mobilisées à cet effet ;
- les dons et legs.

**Article 9 :** Les disponibilités du FASI sont déposées au Trésor public. Elles peuvent être déposées dans des comptes ouverts dans les banques de la place sur autorisation expresse du Ministre chargé des Finances.

**Article 10 :** La comptabilité du FASI est tenue suivant les règles de la comptabilité privée.

**Article 11 :** Les conditions et les modalités d'intervention des institutions financières partenaires du FASI seront précisées par un protocole d'accord à signer entre le FASI et ces institutions sur accord du Conseil de Gestion.

## CHAPITRE IV : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

-

**Article 12**: Le FASI est administré et géré par les organes suivants :

- le Conseil de Gestion ;
- la Direction.

### Section 1 : Du Conseil de Gestion

-

**Article 13** : L'administration du FASI est assurée par un Conseil de Gestion composé ainsi qu'il suit :

- un (01) représentants du Ministère chargé de l'Emploi ;
- un (01) représentant du Ministère chargé des Finances ;
- un (01) représentant du Ministère chargé du Commerce ;
- un (01) représentant du Ministère chargé de l'Agriculture ;
- un (01) représentant du Ministère chargé des Ressources Animales ;
- un (01) représentant du Secrétariat Permanent des Engagements Nationaux ;

- un (01) représentant du personnel du FASI.

**Article 14 :** Les membres du Conseil de Gestion sont nommés par un décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre en charge de l'Emploi pour un mandat de trois (03) ans renouvelable une fois.

En cas de cessation de fonction d'un membre pour quelque motif que ce soit, il est pourvu à son remplacement dans les mêmes conditions et pour la durée du mandat restant à courir.

**Article 15 :** La Présidence du Conseil de Gestion est assurée par le représentant du Ministère chargé des Finances. Il est nommé en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre chargé des Finances.

En cas d'empêchement, la présidence de la session du Conseil de Gestion est assurée par un des représentants du Ministère en charge de l'Emploi.

**Article 16 :** Les membres du Conseil de Gestion ne peuvent déléguer leur mandat. Cependant, ils peuvent au moyen d'une délégation de pouvoir, se faire représenter à une session du Conseil par un autre membre régulièrement nommé. La délégation de pouvoir n'est valable que pour la session pour laquelle elle a été donnée. Aucun membre ne peut détenir plus d'une délégation à la fois.

**Article 17 :** Le Conseil de Gestion veille au bon fonctionnement et à la bonne gestion du FASI.

A cet effet, il examine et adopte :

- les programmes et rapports d'activités ;
- les états prévisionnels de recettes et de dépenses ;
- les états financiers annuels ;

- les conditions d'emploi et de rémunération du personnel ;
- les conditions d'éligibilité au financement du FASI ;
- le règlement intérieur du Conseil de Gestion et du Comité de prêt du FASI ;

-

**Article 18 :** Le Conseil de Gestion se réunit deux (02) fois par an en session ordinaire pour approuver les états financiers annuels de l'exercice écoulé, le rapport d'activités et pour adopter le budget et le programme d'activités de l'exercice à venir.

Il se réunit en session extraordinaire, soit sur convocation de son Président, soit à la demande du tiers de ses membres chaque fois que l'intérêt du Fonds l'exige.

Dans toutes ses réunions, le Conseil de Gestion ne peut valablement délibérer que si les deux tiers (2/3) de ses membres sont présents ou dûment représentés.

Les décisions du Conseil de Gestion sont prises à la majorité des voix, celle du Président étant prépondérante en cas de partage égal des voix.

-

**Article 19 :** Le Conseil de Gestion peut proposer au Conseil des Ministres, par le biais du Ministre de tutelle technique, le remplacement de tout responsable si celui-ci est défaillant ou s'il a commis une faute grave de gestion.

-

-

**Article 20 :** Les délibérations du Conseil de Gestion sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par le président de séance et le Directeur qui assure le secrétariat.

**Article 21 :** Le Conseil de Gestion est responsable devant le Conseil des Ministres. Ses membres peuvent être remplacés pour juste motif, notamment pour :



- non tenue des sessions annuelles obligatoires ;
- adoption de décisions dont les conséquences sont désastreuses pour les finances du FASI ou contraires aux intérêts de celui-ci.

**Article 22 :** Le Président du Conseil de Gestion sera démis de ses fonctions et dessaisi de son mandat de membre en cas de non tenue des sessions ordinaires de l'année à moins qu'il n'établisse la preuve de sa diligence.

**Article 23 :** Un représentant du service de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique chargé du suivi des fonds nationaux de financement assiste aux réunions du Conseil de Gestion en qualité d'observateur. Ce représentant n'a pas droit de vote mais a pour rôle d'éclairer et de donner des avis motivés.

**Article 24 :** Les membres du Conseil de Gestion sont rémunérés par des indemnités de fonction dont le montant est fixé par arrêté conjoint des Ministres en charge de l'Emploi et des Finances.

**Article 25 :** Il est formellement interdit aux membres du Conseil de Gestion de se recommander ou de recommander des tiers sous quelque forme que ce soit auprès du FASI.

**Article 26 :** Dans le cadre de l'examen des demandes de prêt, le Conseil de Gestion peut créer un Comité de prêt composé du Président du Conseil de Gestion, de deux autres membres du Conseil et du Directeur du Fonds.

Le Comité de prêt est chargé de l'examen et de l'approbation des dossiers de crédit soumis au financement du Fonds dont le montant est supérieur au seuil délégué au Directeur du Fonds.

Il rend compte au Conseil de Gestion lors de sa plus proche session trimestrielle d'examen des demandes de financement.

**Article 27 :** Le seuil délégué au Directeur du FASI est fixé par le Conseil de Gestion.

-

-

**Article 28 :** Les décisions du Comité de prêt sont prises à la majorité des voix, celle du Président étant prépondérante en cas de partage égal des voix.

-

**Article 29 :** Dans toutes ses réunions, le Comité de prêt ne peut valablement délibérer que si les trois quarts (3/4) de ses membres sont présents.

**Article 30 :** Les chargés d'étude des dossiers de crédit assistent aux réunions du Comité de prêt avec voix consultative.

**Article 31 :** Les membres du Comité de prêt sont rémunérés par des jetons de présence dont le montant est fixé par le Conseil de Gestion.

## **Section 2 : De la Direction**

-

**Article 32 :** Le FASI est dirigé par une personne physique dénommée « Directeur ». Il est nommé par un décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre en charge de l'Emploi.

-

**Article 33 :** Le Directeur détient les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom du Conseil de Gestion. A ce titre :

- il est ordonnateur principal du budget du FASI ;
- il assume en dernier ressort la responsabilité de la direction technique, administrative et financière du Fonds qu'il représente dans les actes de la vie civile, notamment à l'égard des tiers et de la clientèle ;
- il prépare les délibérations du Conseil et en exécute les décisions. Il prend à cet effet toutes initiatives et, dans la limite de ses attributions, toutes décisions.

**Article 34 :** Le Conseil de Gestion ne peut lui déléguer ses compétences dans les matières

suivantes :

- examen et approbation du projet de budget, des conditions d'émission des emprunts et des états financiers ;
- acquisitions, transfert et aliénation du patrimoine immobilier du Fonds.

**Article 35 :** En tant qu'ordonnateur principal, le Directeur peut déléguer sous sa responsabilité tout ou partie de ses pouvoirs. Toutefois, la délégation ne peut en aucun cas être confiée au responsable financier.

**Article 36 :** Le Directeur nomme aux emplois les agents du FASI, gère le personnel et assure la discipline dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 37 :** Le Directeur assiste à toutes les séances de travail du Conseil de Gestion avec voix consultative et en assure le secrétariat.

**Article 38 :** L'organigramme du Fonds et les attributions de ses services sont adoptés par le Conseil de Gestion sur proposition du Directeur du Fonds.

## CHAPITRE V : DISPOSITIONS FINANCIERES

**Article 39 :** Le FASI ne peut se livrer, pour son propre compte ou pour le compte d'autrui, à des activités commerciales, industrielles, agricoles ou de services, sauf dans la mesure où ces opérations sont nécessaires à l'exercice des activités entrant dans ses domaines d'intervention ou nécessaires au recouvrement de ces créances.

**Article 40 :** Le FASI ne peut accorder directement ou indirectement des crédits aux personnes qui participent à son administration, sa gestion son fonctionnement ou son contrôle pour un montant global excédant un pourcentage de ses fonds propres effectifs qui sera fixé par une décision du Conseil de Gestion.

La même limitation s'applique aux crédits consentis aux entreprises dans lesquelles les personnes visées ci-dessus exercent des fonctions de direction, d'administration ou de gérance.

Quel qu'en soit le montant, tout prêt ou caution consenti par le FASI aux personnes participant à son administration, sa gestion, son fonctionnement, son contrôle ou aux entreprises dans lesquelles les personnes visées exercent des fonction de direction, d'administration, de gérance, devra être approuvé par le Conseil de Gestion.

**Article 41 :** A la fin de chaque période d'exécution du budget, il est établi des états financiers annuels en cinq (05) exemplaires destinés au Ministre de tutelle financière.

**Article 42 :** Les états financiers annuels accompagnés du rapport d'activités, sont soumis par le Directeur du Fonds au Conseil de Gestion dans les six (06) mois qui suivent la clôture de l'exercice.

**Article 43 :** Les états financiers examinés par le Conseil de Gestion sont soumis au Ministre en charge des Finances pour avis et transmis à la Cour des Comptes dans les neuf (9) mois suivant la clôture de l'exercice.

## CHAPITRE VI : CONTROLES ET SANCTIONS

**Article 44 :** Le FASI est soumis au contrôle et à l'inspection des différents corps de l'Etat habilités à cet effet, notamment :

- l'Inspection Générale d'Etat ;
- l'Inspection Générale des Finances ;
- l'Inspection Générale du Trésor ;
- les structures de suivi et de contrôle des institutions de micro-finance de la Direction

Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique ;

- les corps de contrôle des départements ministériels.

**Article 45 :** Les états financiers annuels du FASI sont soumis à la certification d'un commissaire aux comptes nommé conformément aux dispositions législatives et réglementaires.

-

**Article 46:** Le commissaire aux comptes est nommé par le Conseil de Gestion pour un mandat de trois (3) exercices sociaux renouvelables. Il perçoit des honoraires dont le montant est fixé par le Conseil de Gestion.

-

**Article 47:** Toute infraction aux dispositions du présent statut est passible de sanctions disciplinaires telles que définies par la loi portant réglementation des fonds nationaux de financement.

## **CHAPITRE VII : PERSONNEL DU FASI**

-

**Article 48 :** Le personnel du FASI comprend :

- les agents contractuels recrutés par le Fonds et gérés selon les dispositions du code du travail ;
- et les agents de l'Etat détachés auprès du Fonds.

**Article 49 :** Les recrutements du personnel contractuel sont autorisés par le Conseil de Gestion.

## **CHAPITRE VIII : DISPOSITIONS FINALES**

-

**Article 50 :** Pour les cas non prévus par les présents statuts, il sera fait recours aux dispositions légales et réglementaires en vigueur au Burkina Faso, et notamment celles de la loi N°004-2005/AN du 24 mars 2005 portant définition et réglementation des fonds nationaux de financement et du décret N°2005-557/PRES/PM/PM du 27 octobre 2005 portant statut général des fonds nationaux de financement.